



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 416 – 01 octobre 2021

## Zoom sur la conjoncture dans l'UEMOA au 2<sup>nd</sup> trimestre 2021

☛ Consolidation de la reprise économique dans tous les pays de l'UEMOA

[Selon le rapport sur la politique monétaire de l'UEMOA](#) de la BCEAO, l'activité économique dans l'Union a connu une forte croissance au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021, avec une hausse du PIB réel de 7,7% en glissement annuel (g.a.), après +3,4% le trimestre précédent.

**La consolidation de l'activité économique** a été observée dans tous les pays : ceux-ci ont affiché une croissance supérieure à 6% en g.a. pour ce trimestre, avec le Bénin en tête (+8,2%). Au niveau de l'offre, cette évolution est principalement portée par le secteur tertiaire, dont la **contribution à la croissance s'est située à 5,3 points de pourcentage (pp)**, traduisant le regain d'activité des transports ainsi que des **services d'information et de communication**. Quant aux secteurs primaire et secondaire, leurs contributions respectives sont estimées à 0,9 et 1,5 pp. Du côté de la demande, la croissance du PIB continue d'être portée par l'investissement (+11,6% en g.a. ; contre +9,9% le trimestre précédent) et la consommation (+7,8% en g.a. ; contre 3% le trimestre précédent).

**Pour l'ensemble de l'année 2021, le taux de croissance de l'UEMOA est attendu à +5,4%**, après +1,8% en 2020.

### LE CHIFFRE À RETENIR

7,7%

Le taux de croissance du PIB réel des Etats de l'UEMOA au 2<sup>nd</sup> trimestre 2021 en g.a.

Taux de croissance du PIB réel des Etats de l'UEMOA (en %)

Pays	T1 2020 (en g.a)	T2 2020 (en g.a)	T3 2020 (en g.a)	T4 2020 (en g.a)	2020 (Estimation)	T1 2021 (en g.a)	T2 2021 (en g.a)	2021 (Projection)
Bénin	+5,5	+3,3	+2,7	+3,8	+3,8	+3,9	+8,2	+5,9
Burkina Faso	+2,9	+2,1	+2,3	+2,6	+2,5	+3,1	+7,1	+5,1
Côte d'Ivoire	+4,5	-1,2	+1,6	+2,1	+1,8	+3,5	+8,1	+6,4
Guinée-Bissau	+0,5	-4,9	-3	-1,7	-2,3	+2,7	+6,8	+3,3
Mali	+0,1	-2,2	-2,7	-1,7	-1,6	+2,9	+6,3	+4,4
Niger	+2,1	+0,9	+0,9	+0,9	+1,2	+3	+6,9	+5,1
Sénégal	+3,1	0	+0,5	+2,5	+1,5	+2,5	+7,8	+3,7
Togo	+5,8	0	+0,7	+0,7	+1,8	+2,9	+7,8	+4,6
UEMOA	+3,6	-0,2	+1	+1,8	+1,5	+3,2	+7,7	+5,4

Source : BCEAO

### Une hausse significative des recettes fiscales

**L'exécution des budgets nationaux sur les 6 premiers mois de l'année 2021 fait ressortir une contraction du déficit budgétaire, résultant d'un accroissement des recettes et dons plus important** que celui des dépenses publiques. En effet, les recettes et dons ont augmenté de 6% en g.a. pour s'établir à **7 572 Mds FCFA (11,6 Mds EUR ; 15,4% du PIB)** à fin juin 2021. Cette progression résulte principalement de l'augmentation de 5,8% en g.a des recettes fiscales qui se sont situées à **5 873,5 Mds FCFA (9 Mds EUR ; 12% du PIB)**, en lien avec la reprise progressive de l'activité ainsi que la suppression de certaines mesures d'allègement fiscal prises par les Gouvernements suite au déclenchement de la crise de la COVID-19. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont légèrement progressé (+2,4% en g.a) et s'établissent à **9 818,7 Mds FCFA (15 Mds EUR ; 20% du PIB)** à fin juin 2021. La croissance significative des dépenses en capital (+15,1% en g.a) a été pratiquement atténuée par le repli des transferts et subventions (-14,4% en g.a) et des dépenses courantes (-2,6% en g.a). En conséquence, le déficit budgétaire base engagements se chiffre à fin juin 2021 à **2 246,7 Mds FCFA (3,4 Mds EUR)**, représentant 4,6% du PIB, contre 5,4% du PIB à fin juin 2020.

### Une dégradation notable de la balance commerciale

Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021, le déficit commercial de l'UEMOA s'est aggravé de 51,7% en g.a, pour ressortir à **744,8 Mds FCFA (1,1 Md EUR)**, du fait **d'une progression des importations (+14,5% en g.a)** plus forte que celle des exportations (+9,9% en g.a). La hausse des importations traduit principalement l'alourdissement de la facture énergétique (+111,5%) en raison de la hausse des cours des marchés internationaux ainsi que la hausse des achats de biens d'équipement et intermédiaires (+4,5%). Quant à la hausse des exportations, elle est principalement portée par la reprise des ventes de pétrole (+81,4%), de caoutchouc (+63,5%) et de coton (+16,8%).

### Une accélération de l'inflation

**Le taux d'inflation de l'UEMOA s'est établi à 3,3%** en g.a au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021, après 2,2% le trimestre précédent. Cette accélération reflète principalement la hausse des prix des denrées alimentaires, en lien avec des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, particulièrement des céréales, des fruits et légumes, des tubercules et plantains ainsi que des produits de la pêche. A noter que les taux d'inflation ont été relevés au Mali (4,7%) et au Togo (4,3%).

## Régional

### Lancement du système panafricain de paiement et de règlement

Le 28 septembre 2021, la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) ont annoncé le déploiement opérationnel du Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS). Cette initiative a pour objectif de favoriser les paiements en devise locale de manière instantanée entre les différents marchés africains afin de stimuler le commerce intra-

africain et soutenir la mise en place de la ZLECAF. La mise en service du PAPSS fait suite à une phase pilote réussie dans les pays de la Zone monétaire ouest-africaine (ZMOA) et devrait permettre au continent d'économiser 5 Mds USD en frais de transaction chaque année.

### Réouverture de la frontière terrestre entre le Sénégal et la Guinée

Après la Sierra-Leone, le Libéria, la Côte d'Ivoire, le Mali et la Guinée-Bissau, la Guinée a rouvert, le 29 septembre 2021, sa frontière avec le Sénégal. Cette initiative, opérée après une évaluation de la situation sécuritaire et sanitaire, devrait permettre l'intensification des échanges et la

reprise de l'activité des transporteurs intervenant dans cette zone. Pour rappel, la frontière terrestre entre la Guinée et le Sénégal était fermée depuis le mois de septembre 2020.

## 🌐 Bénin

### Le gouvernement adopte le projet de LFR 2021 et celui de LFI 2022

Lors du Conseil des ministres du 29 septembre 2021, le gouvernement béninois [a adopté](#) le projet de Loi de finances rectificative (LFR) 2021 ainsi que le projet de loi de finances initiales (LFI) 2022 avant leur transmission à l'assemblée nationale. La LFR 2021 fait passer le budget de l'Etat à **2 985 Mds FCFA (4,6 Mds EUR)**, soit une hausse de 21,7%. Dans le détail, les recettes et dons ont augmenté de 5,2% pour s'établir à 1 420,1 Mds FCFA (2,2 Mds EUR) en raison de **l'amélioration de la capacité de recouvrement** des produits de recettes. Du côté des dépenses, elles ont également progressé de 15,5% pour s'établir à 2 056,2 Mds FCFA (3,1 Mds EUR) en raison des mesures prises dans le cadre de **l'atténuation des conséquences économiques** de la pandémie. Concernant le projet de LFI 2022, le **budget de l'Etat s'équilibre, en ressources et charges**, à 2 541,2 Mds FCFA (3,9 Mds EUR), en baisse de 14,9% par rapport au projet de LFR 2021. Ce projet de budget se base sur un taux de croissance du PIB de 7%, avec un déficit budgétaire à 4,5% du PIB.

## 🌐 Burkina Faso

### Ratification de 4 accords de financement avec l'IDA d'un montant total de 478,7 M USD

Lors du Conseil des Ministres du 22 septembre 2021, le gouvernement [a autorisé](#) la ratification de 4 accords de financement de l'Association internationale de développement (IDA) du groupe de la Banque mondiale pour un montant total de 478,7 M USD. Ces financements concernent : (i) le Projet d'appui à l'inclusion

financière et l'accès au financement des PME, pour un montant de 10 M USD ; (ii) le Projet d'appui au renforcement de la gestion du foncier et des mines, pour un montant de 150 M USD ; (iii) le Projet de déploiement du solaire à large échelle et électrification rurale, pour un montant de 168,7 M USD ; (iv) le Projet communautaire de relance et de stabilisation du sahel, pour un montant de 150 M USD.

## 🌐 Cap-Vert

### Croissance de 30,8% au 2nd trimestre en g.a.

Selon [l'Institut National de la Statistique du Cap-Vert](#) (INE), le taux de croissance du PIB s'est établi à +30,8% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021 en glissement annuel (g.a.). Cela s'explique essentiellement par un effet de rattrapage en lien avec la récession sans précédent enregistré au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020, du fait des mesures de restriction liées à la pandémie. Les secteurs de **l'hébergement et la restauration (+1769% en g.a)** et du transport (+121% en g.a) sont ceux ayant **enregistré les rebonds d'activité les plus importants** au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021.

### Accord avec le Portugal pour une prolongation de l'ISSD

Le gouvernement portugais [a approuvé](#) une nouvelle suspension du paiement du service de la dette par le Cap-Vert jusqu'au 31 décembre 2021. Il s'agit du 3<sup>ème</sup> moratoire que le Portugal accorde au pays, **en réponse à l'appel lancé par le Club de Paris et le G20 pour une mobilisation mondiale en faveur des pays partenaires les moins avancés, par le biais de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD).**

## 🌐 Côte d'Ivoire

### La SIR acquiert le plus grand dépôt pétrolier du pays

Un contrat de cession [a été signé](#), le 21 septembre 2021, entre la Société ivoirienne de raffinage (SIR) et la filiale ivoirienne de Puma

Energy. La SIR fait ainsi l'acquisition de deux importantes infrastructures pétrolières : le quai de Puma Energy et un dépôt de stockage de produits pétroliers d'une capacité de 150 000 m<sup>3</sup>, le plus important du pays dans le domaine privé. A travers cette acquisition, les autorités souhaitent **sécuriser l'approvisionnement énergétique du pays et faire de la Côte d'Ivoire une plateforme régionale majeure d'importations et d'exportations d'hydrocarbures.**

### Les ports de San-Pedro et Anvers prolongent leur partenariat

Le 28 septembre 2021, la direction du Port autonome de San Pedro et celle du Port d'Anvers [ont signé](#) le second avenant de leur partenariat pour une période de 5 ans. Cette coopération se fera sous forme : (i) d'assistance technique, à travers la réalisation d'audits des infrastructures existantes et l'élaboration de programmes d'entretien ; (ii) de formation, en lien avec le projet d'extension du port de San Pedro ; (iii) de développement des relations commerciales, à travers l'élaboration d'une nouvelle stratégie commerciale tenant compte du projet d'extension ; (iv) d'investissements, à travers la poursuite du projet de construction et d'exploitation d'une plateforme logistique. Selon le ministère chargé des Transports, entre 2011 et 2021, le trafic portuaire du port autonome de San Pedro est passé de 1,8 M de tonnes à 5 M de tonnes de marchandises.

## 🇬🇲 Gambie

Conclusion de la 3<sup>ème</sup> revue de l'accord FEC avec le FMI et décaissement de 7 M USD

Le 22 septembre 2021, le FMI [a achevé la 3<sup>ème</sup> revue au titre de l'accord de Facilité élargie de crédit \(FEC\) et a autorisé le décaissement d'environ 7 M USD](#) en faveur de la Gambie pour soutenir la reprise post-pandémique. La croissance économique du pays s'est établie à -

0,2% en 2020, en raison de la récession du secteur touristique, amortie en partie par une bonne production agricole et un secteur de la construction privé robuste, financé par de nombreux envois de fonds. Pour 2021, la croissance économique devrait rebondir à +4,9%, soutenue par le déploiement des vaccins et la reprise du secteur touristique. L'inflation s'est située à 6,9% en août 2021 en glissement annuel (g.a.). Le déficit budgétaire s'établirait à 2,5% du PIB à fin juin 2021 tandis que les réserves se sont renforcées pour atteindre 5 mois d'importations en août 2021 **grâce à l'allocation générale des DTS.** Les performances des autorités ont été jugées bonnes par le FMI, malgré les défis causés par la COVID-19.

## 🇱🇮 Libéria

40 M USD de la BM en faveur de la pêche

Le 22 septembre 2021, la Banque mondiale (BM) [a approuvé](#), à travers l'Association internationale pour le développement (IDA), un financement de 40 M USD dans le cadre du projet de gestion durable de la pêche au Libéria ([LSMFP](#)). Ce projet visera notamment à améliorer les conditions des pêcheurs et des femmes, à favoriser la résilience de l'économie locale au changement climatique et à lutter contre l'insécurité alimentaire. Afin d'atteindre ces objectifs, la BM envisage : (i) la création de sites industriels et artisanaux de débarquement du poisson ; (ii) le développement de l'aquaculture ; (iii) le développement et la réhabilitation de l'écloserie de Klay. Selon l'institution, ce programme devrait bénéficier à près de 300 000 personnes.

## 🇲🇱 Mali

La durée de vie du site aurifère de Kobada prolongée de 9 à 16 ans

A travers [un communiqué de presse publié le 27 septembre](#), la compagnie canadienne African Gold Group (AGG) a diffusé une nouvelle estimation du potentiel aurifère du site de

Kobada, situé à la frontière guinéenne. En hausse de 66%, les réserves de minerai prouvées et probables atteignent désormais 3,1 M d'onces d'or. En conséquence, AGG entend désormais allonger la durée de vie de la mine à 16 ans (contre 9,5 ans prévus en 2020 dans l'étude de faisabilité) et produire annuellement 100 000 onces d'or en moyenne sur les 10 premières années (contre un peu moins de 75 000 onces par an prévues en 2020 sur la durée de vie initiale de la mine).

## 🇲🇷 Mauritanie

### Adoption du projet de LFR pour l'année 2021

Lors du Conseil des ministres du 30 septembre, le gouvernement [a examiné et approuvé](#) le projet de Loi de Finances Rectificative (LFR) pour l'année 2021. En se basant sur un taux de croissance du PIB de 3%, un taux d'inflation à 3% et un déficit public à 3,6% du PIB (contre 2,5% précédemment), le nouveau budget augmente de 14,3% par rapport à loi de finances initiale pour s'établir à 80 Mds MRU (1,9 Md EUR). Ce projet prend en compte l'évolution récente de la charge de la dette et visera particulièrement à mettre en œuvre le Programme prioritaire élargi du Président de la République (ProPEP).

### Inauguration de la Société des Services maritimes de Nouakchott

Les autorités mauritaniennes [ont procédé](#), le 29 septembre 2021, au lancement officiel des activités de la Société des services maritimes de Nouakchott (SSMN). Née d'un partenariat entre le Port autonome de Nouakchott et l'entreprise Boluda France, la SSMN devrait assurer des services de remorquage. Sa création répond à la volonté du gouvernement de moderniser son port et d'élargir l'offre de services proposés.

## 🇳🇮 Niger

### Adoption du projet de LFI 2022

Le Conseil des Ministres du 23 septembre 2021 [a adopté](#) le Projet de loi de finances initiale (LFI) pour l'année budgétaire 2022. Les principaux objectifs visés par la LFI 2022 sont, entre autres : (i) le maintien de la stabilité macroéconomique ; (ii) une mobilisation accrue des recettes fiscales ; (iii) l'amélioration de la transparence dans la gestion des secteurs pétroliers et miniers. Pour l'exercice 2022, le budget de l'Etat connaît une hausse de 2% par rapport à 2021 pour s'établir à 2 888,8 Mds FCFA (4,4 Mds EUR).

## 🇸🇳 Sénégal

### Progression de l'activité économique de 4,1% en g.t au 2ème trimestre 2021

Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021, l'activité économique a progressé de 4,1%, par rapport au trimestre précédent, avec un PIB estimé à 3 591,4 Mds FCFA (5,5 Mds EUR). La croissance a été tirée par l'accroissement des valeurs ajoutées des secteurs primaire (+4,4% en glissement trimestriel), secondaire (+4,3% en g.t) et tertiaire (+3,9% en g.t). Selon l'[ANSD](#), les bonnes performances de l'agriculture (+4,6% en g.t) et de l'élevage (+4,3% en g.t) sont à l'origine de la progression du secteur primaire tandis que le secteur secondaire a été porté principalement par la fabrication de produits chimiques (+62,1% en g.t) notamment. Concernant le secteur tertiaire, l'évolution constatée est en lien principalement avec la performance dans les secteurs de l'hébergement (+59,7% en g.t), des transports (+6,8% en g.t) et du commerce (+5,9% en g.t).

### Lancement officiel des activités du PAGOTRANS

Le 21 septembre 2021, les autorités sénégalaises [ont procédé](#) au lancement officiel des activités du Programme d'appui à la gouvernance du secteur des transports terrestres ([PAGOTRANS](#)). Ce programme, étalé sur 2 ans, est financé par un

don de l'Union Européenne à hauteur de 3,9 M EUR. Il consiste notamment à la mise en œuvre de deux volets : (i) une assistance technique à travers l'opérationnalisation de la Banque Centrale de Données Routières et l'actualisation des études relatives aux infrastructures du principal corridor international de transport terrestre du Sénégal (Dakar-Bamako) ; (ii) une stratégie de communication axée sur les campagnes de sensibilisation autour des problématiques liées entre autres à la charge à l'essieu, l'entretien routier, la sécurité routière et la lutte contre les pratiques anormales.

### AFD, appui à la stratégie sénégalaise de décarbonisation

Les autorités sénégalaises et l'Agence Française de Développement (AFD) ont signé, le 23 septembre 2021, une [convention de partenariat](#) dans le cadre de l'initiative dénommée "Deep Decarbonization Pathways", pour la réduction de l'empreinte carbone du pays. Celle-ci vise à construire des trajectoires de développement sobres en carbone et résiliente aux effets climatiques à l'horizon 2050, afin de permettre aux pays d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre de l'Accord de Paris. La convention prévoit ainsi un financement de l'AFD de 450 M FCFA (686 K EUR) pour la phase d'études ; la 2<sup>ème</sup> phase devant être mise en œuvre avec l'AFD et d'autres partenaires.

## Sierra Leone

### Inflation à +10,9% en g.a. en août 2021

Le taux d'inflation en Sierra Léone [s'est établi](#) à +10,9% en glissement annuel (g.a.) en août 2021, après +10,5% en g.a. le mois précédent. L'inflation a notamment été portée par l'augmentation des prix des produits alimentaires (+14,4% en g.a.), de l'alcool et du tabac (+24,2% en g.a.) et des logements, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+11,7% en g.a.). Pour rappel, le taux d'inflation moyen pour l'ensemble de l'année 2021 est projeté à +10,7% par le FMI.

## Togo

### Création de l'Agence Togo Digital

Lors du Conseil des ministres du 29 septembre 2021, les autorités togolaises [ont adopté](#) le projet de décret portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence Togo Digital (ATD). Cette nouvelle entité se chargera d'appuyer le gouvernement dans la mise en œuvre de ses projets digitaux, à travers notamment l'accompagnement des ministères et administrations dans la dématérialisation de leurs services. Pour rappel, le pays s'est doté, en juin dernier, de son premier centre de stockage et de sécurisation des données sensibles, dénommé Lomé data center.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan  
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

[abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr)